

Pouvoir adjudicateur

Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé – **ANSM**
143/147 Boulevard Anatole France - 93285 Saint-Denis CEDEX – Tél : 01 55 87 30 00

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

Passé en application du code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

Elaboré conformément au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 (« CCAG-FCS »).

RELANCE - Fourniture et livraison de litières, d'aliments et de galets de foin pour l'animalerie du site de Vendargues de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé.

Marché public passé en procédure adaptée

(Passé en application des articles L2120-1 2°, L2123-1 3° et R2123-1 2°, R2123-4 du code de la commande publique)

Procédure n°2025-9-PAM-DAF-ANSM

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
DISPOSITIONS GÉNÉRALES - PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 1 - OBJET, FORME, PROCÉDURE, DÉFINITION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC - RECONDUCTIONS.....	4
ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 4 – MODALITÉS D’ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	5
ARTICLE 5 – CONDITIONS DE LIVRAISON.....	7
ARTICLE 6 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION, ADMISSION ET SUIVI DE MARCHÉ	8
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS NÉES DU MARCHÉ	11
ARTICLE 8 – ÉTABLISSEMENT DES PRIX ET VARIATION DES PRIX DANS LE TEMPS	15
ARTICLE 9 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ EN COURS D’EXÉCUTION.....	16
ARTICLE 10 – MODALITES DE RÈGLEMENT ET AUTRES MODALITÉS FINANCIÈRES	17
ARTICLE 11 – PÉNALITÉS.....	19
ARTICLE 12 – CAS DE RÉSILIATION	20
ARTICLE 13 – DROIT APPLICABLE – LANGUE - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	22
ARTICLE 14 – INDÉPENDANCE DES CLAUSES – NON-RENONCIATION.....	22
ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	22

DISPOSITIONS GÉNÉRALES - PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de la Santé, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ci-après dénommée l'« ANSM » ou l'« Agence »), créée par la loi du 29 décembre 2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé, a été mise en place le 1er mai 2012 (à la suite de la publication du décret n°2012-597 du 27 avril 2012).

Agence d'évaluation et d'expertise, l'ANSM est également une agence de décision dans le domaine de la régulation sanitaire des produits de santé. Sa Directrice Générale prend ainsi chaque année, au nom de l'État, plusieurs dizaines de milliers de décisions destinées à concilier sécurité du patient et accès au progrès thérapeutique.

L'ANSM est répartie sur trois sites définis ci-dessous :

- 1) Le site de Saint-Denis (93) constitutif du siège social de l'Agence situé à l'adresse suivante :
143/147 Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit site Pleyel) ;
- 2) Un site localisé à Lyon ;
- 3) Le site de Vendargues (site concerné par les achats et livraisons des fournitures objet du présent marché) localisé à l'adresse ci-dessous :
635 rue de de la Garenne, 34740 VENDARGUES

Pour mener ces différentes activités, l'ANSM s'appuie notamment sur la Direction des Contrôles (CTROL) dont les agents sont répartis sur les trois sites géographiques précités.

Les missions principales de la Direction des Contrôles (CTROL) sont les contrôles des produits de santé et certains de ces contrôles nécessitent la réalisation de tests en laboratoire sur des animaux.

Les contrôles en laboratoire concernent tous les produits de santé : médicaments chimiques et biologiques, produits sanguins labiles, produits de thérapie génique et cellulaire, tissus, dispositifs médicaux, produits biocides, produits de tatouage ainsi que les produits illicites et contrefaisants.

Les résultats des contrôles sont utilisés à de nombreuses fins : libération de lots de médicaments, surveillance du marché, aide aux décisions d'autorisation de mise sur le marché, actions correctives ou préventives, révision des dossiers, mesures de police sanitaire.

La majorité de ces contrôles s'inscrit dans une logique de surveillance du marché (programmée annuellement) pour les lots de produits commercialisés ou dans une logique de libération de lots pour les lots de médicaments dérivés du sang (MDS) et de vaccins avant leur mise sur le marché. Les contrôles sont effectués dans un contexte national, ou dans un contexte de coordination européenne. Ils peuvent être réalisés dans le cadre de la libération de lots, pour de la surveillance du marché ou en urgence. Ils concernent l'ensemble des produits de santé.

Certains contrôles peuvent être pratiqués en urgence à l'initiative de l'ANSM ou à la demande d'instances externes : autre autorité de santé publique, justice, douanes, etc.

Dans tous les cas, l'objectif de ces contrôles est de :

- Confirmer la qualité des produits,
- Prévenir l'arrivée sur le marché de lots de qualité imparfaite,
- Détecter des défauts de qualité et engager des actions correctives ou préventives (exemple : retrait de lots ; modifications d'AMM ; inspections...)
- Contribuer au traitement des alertes de santé publique,
- Détecter les produits de santé falsifiés.

Les animaux utilisés pour les tests susmentionnés sont hébergés dans une animalerie. Le présent marché a pour objectif d'approvisionner celle-ci en produits nécessaires à son fonctionnement, à savoir des litières et l'alimentation pour les besoins vitaux des animaux et des galets de foin pour leur bien-être.

ARTICLE 1 - OBJET, FORME, PROCÉDURE, DÉFINITION DES PRESTATIONS

1.1. Objet du marché public

La présente consultation concerne la passation d'un marché public qui a pour objet la fourniture et la livraison de litières, d'aliments et de galets de foin pour l'animalerie du site de Vendargues de l'ANSM.

1.2. Allotissement

Conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique, le présent marché public ne fait pas l'objet d'un allotissement, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

1.3. Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au moyen de bons de commande au sens des articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Les achats de fournitures sont réalisés au fur et à mesure des besoins de l'ANSM au moyen de bons de commande.

Conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un maximum sur la durée totale de l'accord-cadre (périodes de reconduction incluses) fixé à quarante et un mille euros hors taxes (41 000 € HT).

1.4. Définition des prestations

La nature et les spécificités techniques des fournitures objet du marché sont précisées au Bordereau des Prix Unitaires et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Une volumétrie indicative des fournitures à livrer (telle qu'elle peut être estimée au moment du lancement de la procédure de mise en concurrence visant à la conclusion du marché) est renseignée dans le Détail Quantitatif Estimatif ; celle-ci n'engage pas contractuellement l'Agence et ne présage pas de l'étendue réelle des commandes futures.

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC - RECONDUCTIONS

Le présent marché public est conclu pour une **durée initiale d'un (1) an** et prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire.

Il pourra être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an à compter de la date anniversaire du marché, **sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans**.

La reconduction ne peut être refusée par le titulaire.

En cas de non reconduction, le titulaire est informé par l'ANSM au moins deux (2) mois avant l'échéance de la période initiale ou de toute période de reconduction. Le titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché public.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels régissant le présent marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires ou « BPU »),
- Le présent Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe constituée par l'Arrêté du 1er février 2013 fixant les conditions d'agrément, d'aménagement et de fonctionnement des établissements utilisateurs, éleveurs ou fournisseurs d'animaux utilisés à des fins scientifiques et leurs contrôles,

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), sauf les stipulations auxquelles les documents précités dérogent expressément,
- Les bons de commande émis lors de l'exécution ;
- L'offre technique du titulaire comprenant le Cadre de Réponse Technique et tout document auquel celui-ci renverrait expressément, ainsi que les certificats de contrôle qualité et les rapports d'analyse physique, nutritionnelle et des contaminants pour l'alimentation, les analyses des contaminants pour les galets de foin, les certificats de contrôle qualité et rapports d'analyse chimique, microbiologique et des contaminants pour les litières bois et l'analyse des contaminants pour la cellulose ;
- Tout document remis avec l'offre.

NB : Les conditions générales du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique feront foi.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le titulaire exécute les prestations et les livraisons comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur.

ARTICLE 4 – MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

4.1 L'émission des bons de commande : notification et contenu

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande datés et signés par toute personne habilitée à cette fin par l'ANSM puis transmis au titulaire par courriel ou télécopie ou par voie électronique. La date et l'heure de réception du bon de commande sont ceux de l'accusé de réception et/ou d'ouverture du message généré par le système de messagerie électronique de l'ANSM.

Chaque bon de commande émis par l'ANSM affiche les données suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- La désignation des fournitures, les quantités,
- Les délais d'exécution ou de livraison,
- Les prix de chaque fourniture en € HT,
- Le montant total hors taxes de la commande,
- Le taux de la TVA,
- Le montant total TTC.

En cas de groupement, la notification du bon de commande sera faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

En aucun cas le titulaire ne devra exécuter la prestation telle que définie au présent marché sans l'obtention d'un bon de commande dûment rempli et signé.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les faire connaître à l'ANSM (site de Vendargues) dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande, sous peine de forclusion. En cas de cotraitance, les bons de commande étant adressés au mandataire du groupement, ce dernier a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En l'absence de réserves exprimées par le titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Dans l'hypothèse où la société titulaire du marché est située dans un autre État membre de l'Union européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par l'établissement sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'ANSM.

Le titulaire est tenu de livrer les fournitures commandées quel qu'en soit le montant ou la quantité.

Le titulaire fournit une adresse électronique (courriel) pour la réception des commandes et précise ainsi les contacts (noms, statuts, téléphone etc.) valides.

4.2 Validité du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, reconductions éventuelles comprises.

La durée d'exécution de chaque bon de commande part de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la date d'échéance du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant cette dernière, et ce, dans la limite de trois (3) mois à compter de la date d'échéance du marché.

4.3 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ANSM peut modifier les références et/ou les quantités commandées. L'ANSM émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article 4.1, rectifiées.

Dans ces conditions, l'ANSM prend à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

4.4 Suspension/annulation du bon de commande

Après émission du bon de commande, l'ANSM dispose de la faculté de suspendre ou d'annuler l'exécution du bon de commande émis. Dans ces conditions, l'ANSM à l'origine de la suspension ou de l'annulation de sa commande, prendra à sa charge les frais des prestations que le titulaire aurait pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande dans la mesure où le titulaire produit des justificatifs attestant de l'existence de frais établis en ce sens.

4.5 Délai de livraison

Les délais de livraison ou d'exécution sont fixés par chaque bon de commande conformément aux stipulations de l'article 4.1 du présent CCAP. L'achat des fournitures débute à la date de notification du bon de commande.

Le titulaire est tenu de respecter les délais de livraison à compter du jour de la réception du bon de commande auxquels il s'est engagé dans son offre.

En cas de non-respect des délais pour lesquels il s'est engagé, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de retard conformément aux stipulations du présent CCAP. Nonobstant la disposition précitée, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'ANSM lorsqu'une cause extérieure imprévisible et n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel. Le titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution du bon de commande,

par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique avec accusé de réception.

Le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrés pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de livraison.

L'ANSM notifie par écrit au titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a, pour l'application du bon de commande, les mêmes effets que le délai contractuel.

En tout état de cause, les délais indiqués dans les bons de commande ne peuvent être supérieurs aux délais indiqués dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE LIVRAISON

5.1 - Dispositions générales

Les fournitures livrées devront être conformes aux stipulations du marché et aux normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP.

Les livraisons seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

L'ANSM n'admettra aucune rupture d'approvisionnement. Si une telle rupture devait néanmoins se produire, l'ANSM se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire et ce sans indemnités.

5.2 - Lieux d'exécution des prestations

Les fournitures et livraisons prévues dans le cadre du marché sont réalisées pour le compte exclusif du site de Vendargues situé à l'adresse suivante :

ANSM – Site de VENDARGUES
635, Rue de la Garenne
34740 VENDARGUES

5.3 – Conditions de livraison

Une fois le marché notifié, le titulaire prendra contact avec les agents du site de Vendargues de l'ANSM afin de définir de manière certaine les points de livraison et de s'informer des mesures adoptées concernant la sécurité à l'occasion des opérations de chargement et de déchargement dans l'établissement.

Les livraisons sont effectuées aux jour et heure demandés et à l'adresse mentionnée sur le bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison ou dégradée durant le transport ou l'acheminement reste à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'ANSM.

Les livraisons seront effectuées en accord avec le site de Vendargues soit avec toute personne habilitée à réceptionner et selon les conditions définies par celle-ci. Elles pourront être effectuées suivant les besoins aux jour et heure demandés, et seront conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

Les horaires d'ouverture du site de Vendargues de l'ANSM sont les suivants : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, hors jours fériés et chômés en vigueur.

La livraison des fournitures s'effectuera dans ces plages horaires. Néanmoins, à titre exceptionnel, les horaires de livraison pourront être fixés en dehors des heures d'ouverture de l'agence en accord entre le titulaire et l'ANSM.

La livraison comprend le déchargement et la mise en place des fournitures dans les locaux de destination. Sont compris le déballage et la reprise des emballages dans les services utilisateurs.

Chaque livraison (faite par le fournisseur ou un transporteur) devra être impérativement accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé, établi en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargé par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par le site de Vendargues, un autre par le fournisseur.

Les bons de livraison comportent au minimum les indications suivantes :

- Identité de l'établissement destinataire,
- Identité du fournisseur et/ou du transporteur,
- Date d'expédition,
- Référence du bon de commande,
- N° de marché,
- Désignation et référence de chaque fourniture,
- Quantité livrée,
- Nombre de colis.

La signature du bordereau de livraison ne vaut que pour l'acceptation des quantités reçues et non pour la qualité des fournitures livrées. L'obtention de cette signature de l'ANSM sur le bordereau est toutefois impérative comme preuve de livraison ; il acte le jour et l'heure de réception par l'ANSM.

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses fournitures, dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG-FCS.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

S'il décide de faire appel à un transporteur, le titulaire devra lui communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

ARTICLE 6 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION, ADMISSION ET SUIVI DE MARCHÉ

6.1 – Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des opérations de vérification quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Les vérifications quantitatives et qualitatives simples, soit celles qui nécessitent un examen sommaire et ne demandent que peu de temps, sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture par la personne désignée par le site de Vendargues (exemple : état des colis et emballages, quantité livrée, vérification des références...) ; à l'issue de celles-ci, l'ANSM notifie sa décision sur le champ : rejet ou admission.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

En plus des exigences imposées au CCTP, les emballages devront être solides et dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention. Chaque emballage comportera, de manière très lisible, l'indication en français des éléments de traçabilité exposés au CCTP. Les conditionnements définis et retenus par le fournisseur seront rigoureusement respectés pendant la durée d'exécution du marché. Ils devront être conformes aux exigences indiquées dans les spécifications de l'offre.

Toute livraison donnera lieu automatiquement à un examen de la conformité des fournitures menée au regard des clauses spécifiques indiquées dans le CCTP et des engagements prévus dans l'offre du candidat.

Toute non-conformité liée au CCTP ou au regard de l'offre du titulaire et observée à la réception par le site de Vendargues pourra entraîner un rejet des fournitures livrées.

6.2 : Vérifications quantitatives

Les vérifications de nature quantitative ont pour objet de contrôler que la quantité des références livrées correspond bien à la quantité demandée dans le bon de commande.

En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bon de livraison, ledit bon et ses duplicata seront rectifiés sous la signature des deux (2) parties.

Si la quantité n'est pas conforme à la demande, l'ANSM peut exiger du titulaire du marché :

- soit de reprendre, à ses frais, immédiatement l'excédent sur la commande, si la livraison dépasse celle indiquée,
- soit de compléter la livraison, **dans le délai prescrit par l'ANSM ou à défaut un délai de soixante-douze (72) heures**, à concurrence de la quantité totale prévue à la commande. Les parties conviennent alors d'une nouvelle date de livraison.

6.3 : Vérifications qualitatives

Les fournitures devront être livrées conformes au bon de commande ainsi qu'aux prescriptions du marché et à l'offre du candidat, cette dernière devant être strictement conforme aux prescriptions du marché. Elles devront également être conformes aux prescriptions des normes françaises, européennes et/ou internationales homologuées.

L'ANSM dispose d'un délai de quinze (15) jours maximum à compter de la date de livraison des fournitures pour procéder aux vérifications, formuler des observations et opposer au titulaire l'une des décisions décrites ci-après.

- Lorsque les fournitures livrées sont parfaitement conformes au marché, l'ANSM prononce leur admission sous réserve des vices cachés. Cette admission vaut attestation de service fait et déclenche le paiement de la facture. Le silence gardé par l'ANSM dans le délai imparti vaut également admission des fournitures.

Si la (ou les) fourniture(s) ne correspond(ent) pas qualitativement aux spécifications du marché, à la commande régulièrement passée et/ou à l'offre du titulaire, l'ANSM pourra :

- soit prendre une décision d'ajournement : les fournitures non-conformes devront alors faire l'objet sous délai fixé par l'ANSM, d'un remplacement ou des mises au point préconisées par l'ANSM. Le titulaire dispose alors de ce nouveau délai pour effectuer une nouvelle livraison, après compléments et corrections. L'ANSM dispose alors d'un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de cette seconde livraison pour formuler ses observations. Sans observation formulée par l'ANSM à l'issue de ce délai, les fournitures sont réputées admises.

En revanche, si les fournitures ne sont toujours pas approuvées après la seconde présentation, l'ANSM pourra :

- soit les rejeter ; les fournitures doivent être alors immédiatement remplacées après mise en demeure écrite au titulaire. Le rejet peut se faire sur une partie de la livraison ou sur son intégralité. Cette décision doit être motivée. Ainsi, l'ANSM refusera tout ou partie des demandes de règlement du titulaire relatives aux livraisons rejetées.
- soit accepter les fournitures avec réfaction de prix. La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Cette réduction est appréciée au cas par cas par l'ANSM. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut, il s'agit de sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire a pu présenter ses éventuelles observations sur la décision dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 30.3 du CCAG-FCS.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou envoyée par courriel avec accusé réception.

6.4 : Défauts d'exécution - contaminations

En cas de non-respect répétitif du délai de livraison, d'arrêt(s) intempestif(s) de référence(s), d'absence de fourniture des certificats de contrôle qualité et/ou des rapports d'analyse des contaminants (selon les fournitures concernées), entraînant soit la survenance d'une/des rupture(s) d'approvisionnement soit la dégradation de la qualité des produits et/ou des risques de contaminations ou de suspicion de contamination des produits, ou encore dans l'hypothèse de manquement(s) repéré(s) susceptibles de compromettre gravement l'activité du laboratoire, l'ANSM se réserve la possibilité de se fournir auprès d'un opérateur tiers aux frais et risques du titulaire sans que celui-ci ne puisse réclamer d'indemnités. **Une telle disposition trouvera à s'appliquer après mise en œuvre infructueuse du système du suivi de marché explicité à l'article 6.5 du CCAP.**

Une telle stipulation ne fait pas obstacle à l'application concomitante des pénalités encourues par le titulaire et exposées au présent CCAP.

➤ Contaminations :

Dans le cas d'une contamination avérée par un microorganisme ou agent infectieux à l'intérieur de l'animalerie de l'ANSM et si cette dernière détecte l'un (ou plusieurs) des fournitures livrées au titre du présent marché comme en étant à l'origine, le titulaire prendra immédiatement contact avec l'ANSM pour étudier les mesures à mettre en œuvre pour mettre fin à la contamination.

Dans tous les cas, les lots suspects de fournitures seront détruits (qu'ils soient à l'origine directe ou indirecte de la contamination ou aient été livrés au même moment) et seront remplacés sans frais (en quantité et en qualité) par le titulaire qui devra réaliser une nouvelle livraison.

Par ailleurs et si les mesures devant garantir la qualité sanitaire et l'absence de contamination des produits étaient jugées insuffisantes par l'ANSM et/ou le titulaire, il pourra être exigé de ce dernier des mesures supplémentaires pour les lots à fournir et livrer dans le cadre des commandes suivantes (dans la limite de six mois à compter de la contamination). Ces mesures pourront notamment consister (et sans que cette liste soit limitative) en un traitement des fournitures par irradiation (notamment dans le cas de l'alimentation) ; elles seront décidées après consultation du titulaire et ne pourront en aucun cas donner lieu à des surcoûts ou une facturation supplémentaire pour l'ANSM.

De telles mesures pourront également être prises après consultation du titulaire en cas de contamination dont l'origine est indéterminée, et/ou de forte suspicion de contamination et/ou de risque sanitaire important pour l'animalerie du site de Vendargues de l'ANSM.

Enfin, les stipulations du présent paragraphe ne font par ailleurs pas obstacle à l'application des pénalités prévues au présent CCAG ni à la possibilité pour l'ANSM de résilier le présent marché pour faute du titulaire.

6.5 : Suivi de marché

Pour un meilleur suivi de marché, un système de suivi des prestations est mis en place. L'ANSM se réserve la possibilité d'effectuer tout au long du marché un recensement de l'ensemble des non conformités et réclamations.

Pour les besoins tenant au suivi des résultats du marché, le site de Vendargues est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information, notamment statistiques de consommation, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

De même, l'ANSM se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée. Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'ANSM, ou la personne qu'elle a mandatée à cet effet, sont opposables au titulaire.

Pour toute non-conformité observée de manière répétée par le réceptionnaire ou l'utilisateur des fournitures ou si l'ANSM constate un nombre important de décisions d'ajournements, de refus, de réfaction de prix, une mise en demeure pourra être adressée au titulaire. Parallèlement, l'ANSM, se réserve le droit d'appliquer le régime de pénalités prévu au présent CCAP.

A réception d'une mise en demeure, le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinze (15) jours, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse à la lettre de mise en demeure ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications qualitatives, une nouvelle mise en demeure assortie d'un délai de réponse pourra également être envoyée au titulaire.

Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnités en cas de persistance de non conformités.

L'ANSM se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure ou sans mise en demeure, compte tenu de la nature et de la gravité du manquement dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAP.

6.6 : Personnes à contacter en cas de difficulté au cours de l'exécution du marché

Les contacts des intervenants pour l'ANSM seront transmis au titulaire après la notification du présent marché. L'ANSM se chargera en outre d'informer le titulaire en cas de modification de la liste des interlocuteurs.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS NÉES DU MARCHÉ

7.1 – Obligations générales du titulaire

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, s'engage à faire toute diligence et à tout mettre en œuvre pour remplir sa mission conformément aux intérêts de l'ANSM.

Le titulaire maintient l'autorité sur son personnel et ses intervenants. L'ANSM n'exerce aucune autorité disciplinaire et ne donne aucune directive à l'encontre des intervenants. Le titulaire garantit leur intégrité professionnelle et leur probité.

Le titulaire communique le nom d'un/des interlocuteur(s) dédié(s) présent(s) de manière continue sur la prestation à exécuter.

➤ Obligation de résultat

Le titulaire est également soumis à une obligation de résultat dans les conditions prévues par le présent CCAP et s'engage, pour l'exécution des prestations, à respecter les spécifications et modalités décrites dans les documents du marché public.

L'obligation de résultat du titulaire porte notamment sur :

- Le respect des dates et échéances prévues dans les documents d'exécution (bons de commande) et contractuels ;
- Le respect des délais de livraison ;
- Le respect des obligations impératives en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Le respect des échéances qui pourraient être arrêtées entre les parties ;
- Une organisation (pérennité de ressources) permettant de garantir une continuité et une qualité de service quelles que soient les périodes de l'année ;
- La production des documents ou informations nécessaires au suivi du marché ;
- La production des documents énoncés au CCTP et/ou au présent CCAP ;
- L'approvisionnement continu sans faire subir de rupture même momentanée.

➤ Obligation de sécurité – accès aux locaux de l'ANSM

Le titulaire se conformera aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site de l'ANSM, et plus généralement, à toutes instructions données par ce dernier. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel.

Il se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classiques applicables aux entreprises extérieures travaillant sur l'un des sites de l'ANSM où sont exécutées les prestations ;
- aux règlements édictés par le site en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Lors de l'accès aux locaux de l'ANSM, ses personnels doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

➤ **Obligation d'information, de conseil et de mise en garde**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il ne peut faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme aux règles de l'art ou aux spécifications techniques du marché. Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer complètement l'ANSM sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, lui suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil notamment en ce qui concerne le contenu des commandes qui lui sont passées.

Il suit le planning défini dans la commande et informe l'ANSM de tout risque de non-respect de ce planning ou de risque de rupture d'approvisionnement. Il lui propose les mesures appropriées au respect du calendrier et à la bonne exécution de la commande.

7.2 – Obligations générales de l'ANSM

➤ **Obligation de collaboration**

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution du présent marché, l'ANSM :

- collabore activement avec le titulaire et l'informe de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont il aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation du marché,
- communique au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution des prestations et des livraisons,
- vérifie en temps utile, les fournitures soumises à son approbation et formule s'il y a lieu ses remarques, observations ou désaccords.

➤ **Obligation de paiement**

L'ANSM paie les factures reçues du titulaire dans les conditions définies au présent CCAP.

7.3 – Garantie des fournitures

Conformément aux dispositions des articles 1641 à 1649 du code civil, les fournitures sont garanties contre les vices cachés qui les rendent impropres à l'usage auquel on les destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'ANSM ne les aurait pas acquis, si l'Agence les avait connus.

7.4 – Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ANSM et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

7.5 – Certificats

Le titulaire, sous peine de résiliation du marché à ses torts exclusifs, doit être à jour des obligations, déclarations et attestations prévues à l'article L2141-2 du code de la commande publique. Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six (6) mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'ANSM n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D. 8222-8, et D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement par l'ANSM, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Le titulaire établi dans un État autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes de l'Etat d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par l'Etat concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'Etat.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces pourra emporter résiliation du marché public dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

7.6 – Transfert d'activité

Le titulaire s'engage à informer l'ANSM sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par l'ANSM après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur :

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ou le numéro unique d'identification ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R2142-3 et R2143-6 à R2143-12 du code de la commande publique ;
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant le marché. L'ANSM est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne devra faire l'objet d'aucune interdiction légale d'accès à la commande publique.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à l'ANSM.

7.7 – Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et l'ANSM qui, à l'occasion de l'exécution du

marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur.

Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître, et à s'assurer que leur diffusion au sein de la société ne concerne que les personnes à qui elles sont strictement nécessaires pour l'exécution du marché.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'ANSM ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause peut conduire à la résiliation immédiate du présent marché public aux torts du titulaire après mise en demeure préalable de justifier le manquement supposé et sans indemnité.

D'autre part, le titulaire ne pourra mentionner, sur quelque support que ce soit, sa collaboration avec l'ANSM ou les actions réalisées pour le compte de l'ANSM sans l'accord préalable écrit de l'ANSM. Le titulaire s'engage à ce qu'aucune information recueillie lors de la collaboration avec l'ANSM ne puisse être communiquée sans l'accord écrit de l'ANSM.

Enfin, au titre des règles de déontologie en vigueur et notamment de la prévention des liens et/ou conflits d'intérêt, le titulaire s'engage à déclarer pendant toute la durée d'exécution des prestations toute éventuelle situation pouvant entrer en contradiction avec lesdites règles. En cas de besoin, l'ANSM tient à la disposition du titulaire un formulaire type pouvant être utilisé pour effectuer sa déclaration. Il n'appartient pas au titulaire de qualifier ou interpréter la nature du lien/conflit d'intérêt mais de le déclarer.

Cette clause continuera de lier les parties et leurs ayants droits après expiration du contrat, sans limite de durée.

4.8 – Développement durable

Par sa mission, l'ANSM contribue aux objectifs de développement durable tels que définis par l'Organisation des Nations Unies. Conformément aux axes de son Contrat d'Objectifs et de Performance pour la période 2024-2028 signé avec l'État (représenté par son ministère de tutelle),

l'ANSM entend développer une politique ambitieuse de responsabilité sociétale et environnementale (RSE) qui intègre les enjeux environnementaux et autres enjeux liés au développement durable.

Le titulaire est ainsi encouragé à mettre en œuvre des actions ayant pour objectif la performance environnementale et le développement durable, que ce soit dans le cadre général de son activité ou en lien avec l'exécution des prestations du présent marché.

Il prendra, dans le respect des obligations prévues dans les documents du marché et tant qu'elles sont compatibles avec les impératifs de son activité, toute mesure utile favorisant la limitation de la consommation d'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre en cours de production des fournitures et/ou de livraison de celles-ci.

Il pourra être interrogé par l'ANSM sur les actions qu'il a entreprises pour favoriser la prise en compte des impératifs de développement durable et sur les objectifs qu'il a pu atteindre, notamment en lien avec les éléments de son offre initiale.

ARTICLE 8 – ÉTABLISSEMENT DES PRIX ET VARIATION DES PRIX DANS LE TEMPS

8.1 - Contenu des prix du marché

Les prix du marché sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les fournitures, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison. Les prix comprennent les frais de transport.

8.2 - Prix de référence du marché

Le marché public est traité à prix unitaires. Les prix de référence du marché sont les prix unitaires hors taxes qui figurent dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), affectés de la taxe sur la valeur ajoutée conformément à la loi en vigueur. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités de fournitures réellement livrées.

8.3 - Variations des prix du marché

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 », soit le mois qui précède celui de la date limite de remise des offres ; il s'agit du mois de septembre 2025. **Les prix sont fermes pendant toute la première (1^{ère}) année d'exécution des prestations.**

Hors cas de force majeure ou d'imprévision, ils sont ensuite révisables une (1) fois par an, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire du marché par application de la formule de calcul suivante :

$$P = P0 \times [0,2 + 0,8 \times (\text{indice } T1 / \text{indice } T0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P0 = prix établi à la date de remise de l'offre ou dernier prix révisé applicable,

T0 = valeur du dernier indice T définitif mis en ligne au premier jour du mois zéro,

T1 = valeur du dernier indice T définitif mis en ligne au premier (1^{er}) jour du mois de la demande de révision des prix.

Les derniers indices connus sont ceux publiés prioritairement au Journal Officiel ou dans un journal de référence tel que le Moniteur ou équivalent. Le titulaire lors de l'établissement de sa demande joint obligatoirement la source de l'information lui ayant permis de réaliser la révision de prix.

Indice T utilisé :

- Pour les aliments : Indice INSEE, identifiant 010764090 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.9 – Aliments pour animaux – Prix de marché – Base 2021 ;

- Pour les litières : Indice INSEE, identifiant 010764116 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 16.10 – Ensemble des produits du sciage – Prix de marché – Base 2021 ;
- Pour les galets de foin : Indice INSEE, identifiant 010776660 : Indice mensuel des prix agricoles à la production (IPPAP) – Données brutes – Base 100 en 2020.

Toute demande de révision doit, à peine de forclusion, être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel au plus tard trente (30) jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée à la Direction de l'Administration et des Finances de l'ANSM.

Toute demande de révision réceptionnée par l'ANSM postérieurement au délai indiqué ci-dessus sera rejetée, sauf motif impérieux justifié par le titulaire et soumis à l'approbation de l'ANSM.

Il appartient au titulaire de communiquer à l'ANSM une nouvelle annexe financière avec les prix révisés et les valeurs des indices prises en compte. Ce document devra faire mention des variations en pourcentage dans les lignes du BPU.

L'application de la révision porte sur l'ensemble des fournitures, les calculs de chaque révision de prix seront effectués avec au maximum deux (2) décimales.

En cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date d'émission du bon de commande.

Les nouveaux prix issus d'une révision sont ensuite fermes pour une durée d'un (1) an, jusqu'à la révision suivante.

8.4 - Clause de sauvegarde

Le présent marché public peut être résilié par l'ANSM sans indemnité dès lors que l'évolution des prix pratiqués entraînerait une augmentation annuelle de prix de plus de cinq pour cent (5,00%).

Les prix stipulés dans le présent marché public ne doivent par ailleurs pas excéder ceux que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Dans le cas où la hausse très importante des prix du marché constatée résulterait d'un cas de force majeure ou d'imprévision et/ou de circonstances économiques exceptionnelles, la résiliation pourra être précédée d'une discussion entre le titulaire et l'ANSM sur les suites à donner au marché.

8.5 - Remises et offres promotionnelles

Le titulaire s'engage à informer l'ANSM et à lui faire bénéficier de toutes les offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle. Dans ce cas, il indiquera à l'ANSM la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés. Il en va de même lorsque l'ANSM commande des volumes importants pouvant entraîner l'application d'un prix unitaire inférieur à celui prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Dès lors que la promotion entraîne l'application de prix inférieurs à ceux prévus à l'annexe financière, la facture fera apparaître le montant de la remise correspondante avec la mention « remise » ou « promotion ».

ARTICLE 9 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION

9.1 - Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'ANSM se réserve la possibilité de modifier les clauses contractuelles en cas d'évolution technique ou réglementaire impactant le marché et impliquant l'adjonction de nouvelles fournitures au marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants.

9.2 - Evolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, une modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les obligations du marché.

9.3 - Modification de référence

En cas d'évolution technologique, de changement technique, ou de modification de la réglementation durant la période d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord de l'ANSM, de modifier ou de remplacer certaines des fournitures objet du présent marché par des fournitures plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un dossier motivé indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation. Le nouveau produit doit avoir satisfait aux mêmes conditions et être techniquement équivalent ou supérieur au produit proposé initialement ;
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle référence. Le prix ne peut être revu qu'à la baisse.

Le titulaire est tenu de soumettre à la Direction des Contrôles de l'ANSM un dossier motivé quinze (15) jours ouvrés avant d'arrêter la fourniture des produits jusque-là référencés au marché, afin d'obtenir l'accord préalable de l'ANSM.

La Direction des Contrôles disposera alors d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour étudier le dossier portant modification d'une/des référence(s) prévue(s) au marché. Pendant ce délai, l'ANSM peut exiger tout élément d'information complémentaire au titulaire, une telle demande suspendant le délai d'instruction du dossier qui reprend à la réception des éléments demandés.

Si la proposition du titulaire recueille l'approbation de l'ANSM, celui-ci en est avisé par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou courriel avec accusé de réception sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au marché. Le titulaire doit confirmer les éléments suivants : libellé du produit, référence commerciale, prix unitaire, fiche technique et de données de sécurité, date d'effet.

Si la proposition du titulaire ne recueille pas l'approbation de l'ANSM au motif notamment d'une modification substantielle imposée aux exigences techniques du marché et/ou susceptible de remettre en cause la mise en concurrence initiale, celle-ci se réserve la faculté de résilier le marché de plein droit et ce sans indemnités.

9.4 – Changement de conditionnement

Tout changement de conditionnement des produits souhaité par le titulaire devra recueillir l'approbation de la Direction des Contrôles de l'ANSM. Ledit changement de conditionnement ne pourra en aucun cas avoir pour effet d'augmenter le prix unitaire (à l'unité ou au kilogramme selon les cas) du produit tel que renseigné au Bordereau des Prix Unitaires.

ARTICLE 10 – MODALITES DE RÈGLEMENT ET AUTRES MODALITÉS FINANCIÈRES

10.1 – Facturation

Les règlements s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique après validation des livraisons, et sur présentation d'une facture. Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture et le numéro du bon de commande,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro SIRET de l'émetteur de la facture,
- l'intitulé et le numéro du marché,
- la date de livraison,
- le numéro du bon de commande,
- la dénomination précise des fournitures livrées, le(s) prix unitaire(s) et la (ou les) quantité(s) livrée(s),
- le montant total HT, le montant de la TVA (avec son taux applicable) et le montant total TTC.

Les factures comme toutes les autres pièces composant l'offre ne doivent comporter aucune condition générale de vente ; dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

En application de la réglementation (Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, notamment), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr> et devront comporter les informations suivantes :

- N° SIRET de l'ANSM : 18003611300017
- Code service : ANSM-PCREF
- numéro d'engagement : la référence du bon de commande (CHMA xxx, CBDC xxx, CENG xxx), le cas échéant, le n° du marché.

Le titulaire devra avertir sans délai l'ANSM de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile. En cas de changement de coordonnées bancaires, un RIB de banque doit impérativement être également déposé sur Chorus Pro à l'appui de la facture.

NB : en cas de non-respect de cette obligation de dépôt des factures sur le portail « Chorus Pro », les factures transmises par courrier postal ou courriel, seront retournées dès réception et seront considérées comme non parvenues à l'ANSM.

10.2 - Délai global de règlement

Le délai global de paiement est celui fixé par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et par le code de la commande publique. **Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception** et après acceptation de la facture conforme par la personne publique en application de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

L'ANSM se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au compte indiqué à l'acte d'engagement. Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces, des justificatifs, mentions prévues au marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, il peut suspendre le délai de paiement, dans la limite d'une fois.

Dans cette hypothèse, l'ANSM doit préciser au titulaire, à l'occasion de cette suspension, les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente (30) jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, appliqués conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 puis R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

- donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

➤ **Versement d'une indemnité forfaitaire automatique**

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à quarante (40) euros en application de l'article R.2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à l'ANSM et y joindre les justificatifs nécessaires.

➤ **Délai de paiement des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire**

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal conformément à l'article R2192-32 du code de la commande publique. Le dépassement du délai de quarante-cinq (45) jours peut donner lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, dans les conditions de l'article 1231-6 du code civil.

10.3 - Modalités de paiement

Le paiement des fournitures à prix unitaires se fera à terme échu après complète livraison des fournitures et admission sans réserves de celles-ci de la part de la personne publique, sur présentation de la facture après service fait.

10.4 – Avance

Eu égard aux caractéristiques du marché (le montant maximum prévu étant inférieur à cinquante mille euros hors taxes) et conformément aux dispositions de l'article R2191-16 du code de la commande publique, il n'est pas prévu d'avance dans le cadre de celui-ci.

10.5 – Nantissement

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

10.6 – Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées.

Les pénalités sont applicables de plein droit par le pouvoir adjudicateur, peuvent être cumulatives et sont exigibles dès le premier (1^{er}) euro et sans mise en demeure préalable, et dans les conditions ci-après définies.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de notifier la résiliation du marché dans les conditions prévues au présent CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise au pouvoir adjudicateur et les pénalités sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Le montant de l'ensemble des pénalités appliqué au titulaire en application du présent article ne peut excéder vingt pour cent (20%) du montant total hors taxes du bon de commande considéré. En cas d'une éventuelle atteinte de ce plafond par le titulaire, l'ANSM se réserve la possibilité de résilier le présent marché public.

11.1 - Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans mise en demeure préalable, dès le dépassement du délai contractuel de livraison des fournitures, sauf si une prolongation des délais d'exécution a été accordée au titulaire en application des stipulations du présent CCAP. En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 50$$

Où :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant hors TVA de la partie des fournitures en retard, ou de l'ensemble des fournitures si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable, la valeur choisie sera à l'appréciation du pouvoir adjudicateur,

R = le nombre de jours calendaires de retard.

11.2 - Pénalités pour défaut de conformité des fournitures (après période d'ajournement)

Si les prestations mises au point par le titulaire à la suite d'une décision d'ajournement prise par l'ANSM conformément au présent CCAP ne sont toujours pas conformes au bon de commande, au CCAP et/ou au CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire équivalente à dix pour cent (10%) du montant du bon de commande. L'ANSM peut décider en lieu et place de l'application de cette pénalité prononcer une réception avec réfaction de prix dans les conditions prévues au présent CCAP.

11.3 - Autres pénalités

Pour tout autre manquement aux obligations fixées dans les documents du marché public, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50€) par jour et par manquement.

ARTICLE 12 – CAS DE RÉSILIATION

12.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

L'ANSM peut mettre fin unilatéralement à l'exécution du marché public pour motif d'intérêt général. Il pourra notamment en être ainsi (mais pas uniquement) en cas d'évolution de la réglementation relative aux méthodes de test et de contrôle des vaccins et autres produits de santé en laboratoire entraînant une disparition du besoin en animaux de laboratoire pour l'ANSM. Cette décision de résiliation, notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique avec accusé de réception, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification. Elle n'ouvre droit à aucune indemnisation dès lors que l'accord-cadre n'est encadré par aucun montant minimum en valeur ou en quantité.

12.2 – Résiliation pour faute du titulaire

L'ANSM peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui imposent les documents du marché et/ou le CCAG-FCS, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure, ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important, ou même sans mise en demeure dans les cas les plus graves, dans les conditions exposées ci-dessous.

Les mises en demeure donnent l'occasion au titulaire du marché de faire cesser les manquements constatés qui lui sont opposés et d'adopter des mesures correctives afin de se conformer aux exigences du marché. La mise en demeure est transmise au titulaire par tout moyen (courrier recommandé avec accusé de réception, télécopie, ou courriel...) ; le titulaire est tenu de présenter ses observations dans le délai opposé par l'ANSM (sauf délai spécifique mentionné dans le présent CCAP).

Le marché public peut être résilié pour faute du titulaire en particulier dans les cas suivants :

- non-respect des obligations contractuelles (après deux mises en demeure) ;
- exécution imparfaite ou incomplète des prestations susceptible de compromettre le bon fonctionnement du laboratoire (après une mise en demeure) ;
- le titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires (sans mise en demeure) ;
- le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché public à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des fournitures (sans mise en demeure) ;
- le titulaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics (sans mise en demeure) ;
- atteinte du plafond des pénalités fixé à l'article « pénalités » du présent CCAP ;
- rupture d'approvisionnement mettant le titulaire dans l'impossibilité d'honorer une ou plusieurs commandes ;
- inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3, R2143-6 à R2443-10 du code de la commande publique (sans mise en demeure) ;
- le titulaire n'est pas à jour du paiement de ses cotisations d'assurance-chômage (après deux mises en demeure) ;
- refus du paiement des pénalités prévues au présent CCAP (après une mise en demeure) ;
- refus deux (2) fois de suite de se conformer à une mise en demeure de l'ANSM ;
- retard de plus de trente (30) jours calendaires dans l'exécution des prestations (après une mise en demeure) ;

En cas de non-respect de l'article L8222-6 alinéa 2 du code du travail par le titulaire, l'ANSM pourra résilier le marché public avec effet immédiat si dans un délai de deux (2) mois à compter de la mise en demeure, le titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

La résiliation ne pourra être prononcée si les retards résultent d'un cas de force majeure inférieur à 3 mois.

Selon les cas nécessitant une mise en demeure, la décision de résiliation ne sera notifiée qu'après que le titulaire a été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours ouvrés dans les conditions de l'article 6.5 du CCAP.

En tout état de cause, la résiliation de l'accord-cadre passé sans montant minimum ne donne droit à aucune indemnisation, l'ANSM ne s'étant engagé sur aucun montant de commande.

12.3 – Exécution aux frais et risques du titulaire

L'ANSM peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations du marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir de retards répétés (article 6.4 du CCAP), soit en cas de résiliation du marché public pour faute.

S'il n'est pas possible à l'ANSM de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché public, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les

moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'ANSM.

12.4 – Décompte de résiliation

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'ANSM et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de trois (3) mois après la date d'effet de la décision de résiliation, dans les conditions prévues à l'article 43 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 – DROIT APPLICABLE – LANGUE - DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Préalablement à tout recours contentieux, l'ANSM et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet du marché et ce conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'ANSM et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des livraisons à effectuer.

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties ne serait pas possible, le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le siège social de l'ANSM sera seul compétent pour trancher tout différend ou litige susceptible d'intervenir en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 14 – INDÉPENDANCE DES CLAUSES – NON-RENONCIATION

Si une des clauses du présent CCAP ou de l'un des documents constitutifs du marché public est nulle au regard de la loi française en vigueur et/ou d'une disposition d'ordre public international, seule la clause visée sera réputée non écrite, le CCAP demeurant valable pour le surplus. Les parties négocieront de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

Le fait que le pouvoir adjudicateur n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du marché public ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à celle-ci.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'intitulé d'un article et son contenu, le contenu prévaudra sur l'intitulé.

ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Nature de la dérogation	Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
Ordre de priorité des pièces contractuelles	3	4.1
Bons de commande	4.1	3.7.2
Délais d'exécution	4.5	13.3
Vérification, admission des prestations et livrables	6	27.3 et 30.2
Pénalités	11	14
Résiliation	12	41 et 42

